

GENERAL LEASING
Les Berges du Lac
Tunis

ETAT DE RESULTAT ARRETE AU 30/06/2007
(exprimé en dinars)

	NOTES	<u>Au</u> <u>30/06/2007</u>	<u>Au</u> <u>30/06/2006</u>	<u>Au</u> <u>31/12/2006</u>
Revenus brut de leasing		21 979 341	25 386 786	50 163 627
Dotations aux amortissements des immobilisations en location		(17 673 279)	(21 020 628)	(41 872 546)
Autres produits d'exploitation		308 702	0	70 348
Charges financières		(3 147 171)	(3 604 851)	(6 941 634)
REVENUS NETS DE LEASING	6.1	1 467 593	761 307	1 419 795
Commissions de factoring		87 672	70 813	166 152
Intérêts de financement		145 431	164 524	359 569
REVENUS DE FACTORING	6.2	233 103	235 338	525 721
TOTAL DES REVENUS		1 700 696	996 645	1 945 516
Reprises sur provisions	6.3	1 346 429	905 958	902 962
Charges de personnel	6.4	(606 790)	(590 672)	(1 183 606)
Dotations aux amortissements	6.5	(181 697)	(208 377)	(407 969)
Dotations aux provisions	6.6	(1 329 057)	(3 010 430)	(12 532 331)
Dotations aux provisions / Acheteurs	6.6	(8 679)	(65 003)	(306 940)
Autres charges d'exploitation	6.7	(326 149)	(359 144)	(633 353)
RESULTAT D'EXPLOITATION		594 753	(2 331 021)	(12 215 721)
Produits des placements	6.8	49 069	297 305	435 161
Autres gains ordinaires	6.9	181 709	117 853	334 810
Autres pertes ordinaires	6.10	(11 756)	(1)	(85 843)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOT		813 775	(1 915 864)	(11 531 593)
Impôts sur les bénéfices	6.11	(25 743)	(29 435)	(58 193)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOT		788 032	(1 945 299)	(11 589 786)
Eléments extraordinaires				
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		788 032	(1 945 299)	(11 589 786)
Effets des modifications comptables				
RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES		788 032	(1 945 299)	(11 589 786)

GENERAL LEASING
Les Berges du Lac
Tunis

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE AU 30/06/2007
(exprimé en dinars)

	NOTES	<u>Du 01/01 Au</u> <u>30/06/2007</u>	<u>Du 01/01 Au</u> <u>30/06/2006</u>	<u>Au 31/12/2006</u>
Flux de trésorerie liés à l'exploitation				
Encaissements reçus des clients		27 861 178	24 245 200	58 627 226
Sommes versés aux fournisseurs et au personnel		(833 182)	(877 189)	(1 699 853)
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(19 245 731)	* (13 863 817)	(42 717 831)
Intérêts payés		(3 659 656)	(4 139 584)	(7 466 919)
Impôts et taxes payés		205 790	251 627	154 320
Autres flux de trésorerie		529 903	484 153	(278 701)
Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation	7.1	4 858 302	6 100 390	6 618 242
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		48 054	92 150	0
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières		0	(360 696)	0
Encaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières				8 500 000
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	7.2	48 054	- * (268 546)	8 500 000
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Encaissements suite à l'émission d'actions		0	2 500 000	2 500 000
Dividendes et autres distributions		0	0	0
Encaissements provenant des emprunts		14 000 000	10 000 000	22 000 000
Remboursement d'emprunts		(22 053 488)	(18 644 733)	(39 590 463)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	7.3	(8 053 488)	(6 144 733)	(15 090 463)
Variation de trésorerie		(3 147 132)	(312 889)	27 779
Trésorerie au début de la période		5 130 530	5 102 751	5 102 751
Trésorerie à la clôture de la période		1 983 398	4 789 862	5 130 530

* Données retraitées pour des raisons de comparabilité

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

1- Présentation de la société

La société "GENERAL LEASING" est une société anonyme de droit tunisien, constituée le 13 Décembre 1994 avec un capital de cinq millions (5.000.000) de dinars au moyen d'apports en numéraire divisé en 500.000 actions nominatives de Dix (10) dinars chacune entièrement libérées, ainsi qu'il résulte .

- des statuts de la société enregistrés à la Recette de l'Enregistrement des Actes de Sociétés 1er Bureau- Tunis, le 13 décembre 1994, volume 13, Série D, case 205.
- d'un acte de déclaration de souscription et de versement reçu le 13 décembre 1994 par Mr le Receveur de l'Enregistrement des Actes de Société 1er bureau - Tunis, enregistré à la même date, Volume 13, Série D, Case 204.
- d'un acte de dépôt des documents constitutifs au Greffe du Tribunal de première Instance de Tunis effectué le 5 janvier 1995 sous le n° D24260597.
- de la publication au journal officiel de la République Tunisienne N° 6 en date du 14 janvier 1995.

La société "GENERAL LEASING" immatriculée au registre de commerce de Tunis sous le n° B125651997 et fiscalement sous le n° 496311 P/A/ M/ 000, a pour objet principal la réalisation d'opérations de leasing portant sur des biens immobiliers et mobiliers professionnels à usage industriel, agricole et de service.

En juillet 2002, un département de factoring est entré en exploitation. Cette activité a été agréée par la BCT en date du 18 Décembre 2000.

L'assemblée Générale Extraordinaire réunie le 16/03/1999 a décidé d'augmenter le capital de la société pour le porter de cinq millions (5.000.000) de dinars à sept millions cinq cent mille (7.500.000) de dinars, ainsi qu'il résulte :

- du procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 Mars 1999 enregistré le 27 Avril 1999 à la recette d'Enregistrement des Actes de Sociétés 1er Bureau – Tunis sous le Volume 65, Série A, Case 398.
- de la déclaration de souscription et de versement dressée le 6 Mai 1999 et enregistrée à la Recette d'Enregistrement des Actes de Sociétés 1er Bureau – Tunis le 6 Mai 1999, Volume 23, Série D, Case 64.
- du dépôt au tribunal de 1ère Instance de Tunis en date du 12 Mai 1999 Sous le n° D24260597.
- des publications au JORT- A.L.R.J n° 53 du 21 Mai 1999 dont copie a été enregistré le 12 Septembre 2000 à la recette d'Enregistrement des Actes de Sociétés 1er Bureau – Tunis sous le N° 808528, quittance N° 9066.

L'assemblée Générale Extraordinaire réunie le 25/04/2000 a décidé d'augmenter en numéraire le capital de la société pour le porter de sept millions cinq cent mille (7.500.000) de dinars à dix millions (10.000.000) de dinars, par l'émission de 250 000 actions nouvelles au prix de vingt (20) dinars chacune à raison de dix (10) dinars de nominal et de dix (10) dinars représentant une prime d'émission entièrement libérées.

La Bourse a accordé, en date du 17 Juin 1999, son accord de principe quant à l'admission des actions de la société "GENERAL LEASING" au premier marché de la côte de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Aux terme du procès-verbal en date du 15 Décembre 2005, l'Assemblée Général Extraordinaire des Actionnaires de la société "GENERAL LEASING" a décidé d'augmenter le capital social de la somme de deux millions cinq cent mille (2.500.000) de Dinars pour le porter de dix millions (10.000.000) de Dinars à douze millions cinq cent mille (12.500.000) de dinars , et ce, par l'émission de 250 000 actions nouvelles de dix (10) dinars chacune à souscrire en numéraire et libérée intégralement lors de la souscription, étant bien précisé que lesdites actions nouvelles sont toutes nominatives.

Actuellement, le siège social de la société est fixé à la rue du lac d'Annecy, 1053- Les Berges du Lac Tunis,

La société "GENERAL LEASING" est régie par la loi n° 94-89 du 26 Juillet 1994 relative au leasing et la loi n° 2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit telle que modifiée par la Loi 2006/19 du 2 mai 2006.

Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun.

2- CONVENTIONS ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers sont arrêtés et présentés conformément à la législation en vigueur et notamment au système comptable des entreprises.

Ils tiennent compte des concepts fondamentaux et des conventions comptables définis par le décret 96-2459, portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité. Ils respectent notamment les différentes conventions comptables définies par ce même décret.

2. 1- Présentation des états financiers

Les comptes de la société "GENERAL LEASING" sont tenus conformément aux dispositions et aux conventions comptables énoncées par la mise à jour du système comptable des entreprises 1997 (Arrêté du ministre des finances du 31 décembre 1996). Les états financiers qui en découlent : le Bilan, l'État de résultat et l'État de flux de trésorerie sont établis conformément au système comptable des entreprises.

2. 2- Base de mesure et conventions comptables appliquées

Les états financiers de la société "GENERAL LEASING" sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique. Les conventions comptables retenues sont en conformité avec les normes comptables généralement admises en Tunisie.

Les conventions comptables les plus significatives appliquées pour la préparation des comptes se résument comme suit :

2.2.1- Les immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition hors taxes récupérables, augmenté des frais directs.

Les amortissements ont été calculés selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les taux appliqués sont les suivants :

DESIGNATION	TAUX
Logiciels	33%
Construction	5%
Matériel de transport	20%
Installation générale	10%
Mobilier matériel de bureau	10%
Matériel informatique.	15%

2.2.2-Immobilisations destinées à la location

Les immobilisations destinées à la location sont les biens acquis par la société et donnés en location pour une durée qui varie entre trois et sept ans. Elles sont enregistrées aux actifs du bilan pour leur coût d'acquisition et ce durant toute la durée du bail. A l'expiration du bail, le preneur aura la possibilité d'acheter le bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle, arrêtée contractuellement.

Les opérations de leasing portent sur des biens mobiliers (équipements, matériel roulant...) et immobiliers (terrains et constructions).

Il est à signaler que le bien donné en location demeure, durant la durée du bail, la propriété de la société, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le vendre, de le sous louer ou de le nantir.

Le mode d'amortissement appliqué pour ces immobilisations est l'amortissement progressif sur la durée du bail. Selon cette méthode, l'amortissement du bien est calculé en fonction de la portion de capital incluse dans chaque loyer échu.

Par ailleurs, certains contrats peuvent faire l'objet d'avenants tendant soit à réviser les loyers et proroger la durée du contrat, soit à décaler pour une période les loyers.

De même, le coût d'entrée des immobilisations peut subir des modifications et ce, à l'occasion d'une consolidation d'impayés ou d'une location de biens récupérés.

2.2.3- emprunt

Le principal des emprunts contractés est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique «passifs non courants». La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est reclassée parmi les passifs courants.

2.2.4- Politique de provision

Les provisions sont déterminées selon les normes de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire n°91/24 émise par la Banque Centrale de Tunisie en date du 17/12/1991 telle que modifiée par les circulaires subséquentes 99-04 et 2001-12.

Les provisions résultant de l'application de ces circulaires sont déterminées en appliquant les taux de provisions par classe sur les risques bruts diminués des produits réservés, de l'évaluation correspondante des garanties détenues sur les clients et de la valeur intrinsèque du bien en leasing.

Les classes sont au nombre de cinq :

	Taux de provision par classe
A : actifs courants	--
B1 : actifs nécessitant un suivi particulier	--
B2 : actifs incertains	20%
B3 : actifs préoccupants	50%
B4 : actifs compromis	100%

2.2.5- Evaluation des Créances

1- METHODOLOGIE D'EVALUATION

La détermination des provisions à constituer sur les créances clients est réalisée suivant la démarche suivante :

- S Détermination de la population à examiner ;
- S Classification des engagements, en fonction de leur situation au 30 juin 2007, en 5 catégories à savoir : actifs courants (sains) et actifs classés (nécessitant un suivi particulier, incertains, préoccupants et compromis) ;
- S Application du taux de la provision à affecter à chaque catégorie ;
- S Prise en compte des soldes créditeurs clients ;
- S Prise en compte des événements postérieurs ;
- S Prise en compte des garanties considérées comme réelles ;
- S Prise en compte de la valeur intrinsèque du matériel en leasing ;
- S Détermination des risques encourus.

2- CLASSIFICATION

La classification des créances a été effectuée sur la base des informations disponibles au 30 juin 2007 qui concernent principalement :

- L'ancienneté des impayés constatés sur les loyers et les autres factures :

CLASSES	RETARD DE PAIEMENT
1	Inférieur à 90 jours
2	Compris entre 90 jours et 180 jours
3	Compris entre 180 jours et 360 jours
4	Supérieur à 360 jours

- Les clients en contentieux en situation de jugement, d'attente grosse, d'exécution, de remplacement ou de recours au fonds, ont été affectées à la Classe 5 et ceux pour des raisons de distinction. Cette classe est traitée de la même manière que la classe 4 en matière de provision.
- La revue des événements postérieurs à la date de clôture ayant un impact sur le niveau de risque de non recouvrement des créances clients.

Cette approche a été modulée pour tenir compte des situations particulières, notamment celles relatives aux :

- Clients en contentieux en situation de jugement, d'attente grosse, d'exécution, de remplacement ou de recours au fonds.
- Clients en arrêt de facturation ;
- Arrangements et règlements intervenus après la date d'arrêt pour les clients présentant des impayés au 30 juin 2007.

3- TAUX DE PROVISION

L'application des normes prudentielles sectorielles en vigueur en Tunisie conduit à retenir des taux de provisions prédéterminés par classe d'actifs nets (encours d'engagements diminués des garanties considérées comme réelles) :

CLASSE	TAUX DE PROVISION
0	0%
1	0%
2	20 %
3	50 %
4	100 %

Conformément à l'article 9 de la circulaire aux banques n° 91-24, les intérêts inclus dans les loyers courus et les autres produits non encaissés sont déduits des revenus et classés au bilan en tant que produits réservés venant en déduction du poste clients et comptes rattachés. Cette méthode ne concerne que les actifs classés (2,3, et 4).

4- PRISE EN COMPTE DES GARANTIS

* Garanties retenues

Pour la détermination des provisions, seules les garanties suivantes ont été retenues :

- S Les garanties reçues de l'État Tunisien, des banques et des compagnies d'assurance, lorsqu'elles sont matérialisées ;
- S Les dépôts de garantie ou d'actifs financiers susceptibles d'être liquidés sans que leur valeur soit affectée ;
- S Les hypothèques dûment enregistrées et portant sur des biens immatriculés à la conservation de la propriété foncière ;
- S Les promesses d'hypothèques portant sur des terrains acquis auprès de l'AFH, l'AFI, l'AFT ou encore auprès des sociétés de développement touristique ;
- S Les immobilisations données en leasing.

* Évaluation des garanties

- Garanties hypothécaires

Les garanties hypothécaires, dont le fondement juridique est reconnu, ont été évaluées à leur juste valeur en se basant sur leur nature et des possibilités réelles de leur réalisation. Cette valeur a été déterminée en tenant compte de la valeur déterminée par une expertise externe, tout en se référant aux prix du marché, corrigée par des décotes annuelles par type de bien afin de tenir compte de leur dépréciation éventuelle.

- Garanties portant sur les immobilisations données en leasing:

- Matériel standard : valeur d'origine avec une décote de 20% par an d'âge ;
- Matériel spécifique : valeur d'origine avec une décote de 40% par an d'âge, autre que les bateaux pour lesquels une décote de 10% est appliquée par an d'âge ;
- Immeuble : valeur d'origine avec une décote de 5% par an d'âge.

De même, les circulaires sus citées s'appliquent également pour l'activité de factoring avec certaines exceptions à savoir :

- § Les créances saines sont considérées comme des garanties qui ne sont pas imputables sur le risque encouru. Ces garanties sont déduites des engagements des adhérents pour le calcul de la provision requise.
- § Les créances à considérer comme saines sont les créances détenues sur les acheteurs dans les limites suivantes :
 - des créances non échues ainsi que des créances échues dont le retard de règlement ne dépasse pas 30 jours pour les acheteurs du secteur privé.
 - des créances dont l'âge est inférieur à 360 jours, pour les acheteurs du secteur public.

2.2.6-rEvenus

Les loyers sont facturés aux clients et comptabilisés mensuellement d'avance. A la fin de la période, il est procédé à une régularisation pour constater les produits perçus ou comptabilisés d'avance.

Les pré-loyers correspondent aux revenus couvrant la période allant de la date de mise en force jusqu'à la première échéance.

Les intérêts intercalaires sont calculés sur la base des avances et acomptes consentis aux fournisseurs et pendant la période antérieure à la date de mise en force.

Les intérêts de retard sont constatés en produits au fur et à mesure que des impayés sont enregistrés pour des créances non classées.

Par ailleurs, les intérêts inclus dans les loyers courus et les autres produits non encaissés sont déduits des revenus et classés au bilan en tant que produits réservés venant en déduction du poste clients et comptes rattachés. Cette méthode ne concerne que les actifs classés B2, B3 ou B4 et ce, conformément aux dispositions de l'article 9 de la circulaire BCT 91/24 du 17/12/1991.

2.2.7-REGIME FISCAL

La société GENERAL LEASING est soumise au droit commun. En matière d'impôt indirect, elle est totalement assujettie à la TVA.

La société procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes, il en est de même en ce qui concerne les investissements.

Ainsi, la TVA facturée aux clients est enregistrée au compte « État, T.V.A collectée », alors que la TVA facturée à la société est portée au débit du compte « État, TVA récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créateur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

De même, la société est soumise aux dispositions des articles 16 à 18 de la loi de finance pour la gestion 2001 et relatifs au traitement des amortissements financiers.

La Loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006, portant loi de finances pour l'année 2007 dans ses articles 41 à 44, a introduit des changements quant à la déduction par les entreprises des amortissements au titre des actifs immobilisés exploités dans le cadre des contrats de leasing. Ces nouvelles dispositions entreront en application à compter du 1-1-2008.

2.2.8-EXERCICE SOCIAL

L'exercice comptable de la société GENERAL LEASING débute le 01 janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Toutefois et selon les dispositions de l'article 21 bis de la loi n°94/117, les sociétés, dont les titres de capital ou donnant accès au capital sont admis à la cote de la bourse, sont tenues de déposer, au conseil du marché financier et à la bourse des valeurs mobilières de Tunis ou de leur adresser, au plus tard deux mois après la fin du premier semestre de l'exercice comptable sur supports papiers et magnétique, des états financiers intermédiaires accompagnés du rapport intégral du ou des commissaires aux comptes les concernant.

2.2.9 - UNITE MONETAIRE

Les états financiers de la société GENERAL LEASING sont établis en dinar tunisien.

2.2.10 - PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Afin d'améliorer la présentation de la situation financière de la société "GENERAL LEASING" conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, un changement de méthodes de présentation a été opéré au niveau de l'état de flux de trésorerie. Dans un objectif de comparabilité, les données au 30 juin 2006 ont été retraitées. Les notes 7.1 et 7.2 présentées au niveau des états financiers, résument le retraitement effectué.

NOTE 1 : ACTIFS NON COURANTS

1.1-immobilisations incorporelles

Au 30 juin 2007, les immobilisations incorporelles nettes d'amortissements s'élèvent à un montant de 33 787 DT contre 8 684 DT au 31 décembre 2006 et 5 451 DT au 30 juin 2006. Ces soldes se détaillent comme suit :

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Coût d'acquisition des logiciels	196 627	161 137	166 137
Amortissements cumulés	(162 840)	(155 686)	(157 453)
Valeur comptable nette	33 787	5 451	8 684

1.2-immobilisations corporelles utilisées par la société

Les immobilisations corporelles utilisées par la société sont comptabilisées au coût d'acquisition hors TVA récupérable. Ces immobilisations nettes d'amortissements s'élevant à un montant de 3 164 353 DT au 30 juin 2007, s'analysent comme suit :

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Terrain	1 240 479	1 240 479	1 240 479
Construction	2 038 922	2 038 922	2 038 922
Matériel de transport	274 696	350 746	322 750
Installations générales	218 396	216 797	218 396
Mobilier de bureau	188 320	188 083	188 320
Matériel informatique	246 175	245 021	245 647
<Amortissements>	<1 042 635>	<896 209>	<955 460>
TOTAL	3 164 353	3 383 840	3 299 054

Le tableau suivant résume les mouvements des immobilisations et des amortissements :

En DT

Désignation	Taux	Valeurs brutes				Amortissements				Valeur comptable nette
		Au 01.01.2007	Acqs 6 mois	Cessions 6 mois	Au 30.06.07	Au 01.01.2007	Dotations de 6 mois	Reprises 6 mois	Au 30.06.07	
Terrain	-	1 240 479			1 240 479					1 240 479
Construction	5%	2 038 922	0		2 038 922	396 686	50 973		447 659	1 591 264
Matériel de transport	20%	322 750	0	48 054	274 696	142 991	26 193	19 309	149 875	124 820
Installations générales	10%	218 396	0		218 396	111 060	10 357		121 418	96 979
Mobilier de bureau	10%	188 320	0		188 320	119 432	7 477		126 909	61 411
Matériel informatique	15%	245 647	528		246 175	185 291	11 483		196 774	49 401

TOTAUX	4 254 514	528	48 054	4 206 988	955 460	106 483	19 309	1 042 635	3 164 353
---------------	------------------	------------	---------------	------------------	----------------	----------------	---------------	------------------	------------------

1.3-IMMOBILISATIONS destinées à la location

Les immobilisations destinées à la location sont comptabilisées au coût d'acquisition hors TVA récupérable. Ces immobilisations nettes d'amortissements et de provision s'élevant à un montant de 76 821 988 DT au 30 juin 2007 contre 79 866 602 DT au 31 décembre 2006 et 85 611 244 DT au 30.06.2006, s'analysent comme suit :

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Immobilisations en location	256 674 621	267 704 485	267 780 218
Immobilisations en cours	1 986 570	1 854 152	740 758
<Amortissements>	<167 885 455>	<173 725 818>	<174 528 545>
<Provisions>	<13 953 748>	<10 221 575>	<14 125 829>
TOTAL	76 821 988	85 611 244	79 866 602

Le montant brut de ces immobilisations a atteint 258 661 191 DT au 30/06/2007 contre 268 520 976 DT à la clôture de l'exercice précédent. En revanche, les amortissements et les provisions cumulés s'élèvent à 181 839 203 DT au 30/06/2007 contre 188 654 374 DT au 31 décembre 2006. Le tableau suivant résume les mouvements des immobilisations destinées à la location en 2007 :

En DT			
Nature	Valeur brute	Amort./Prov.	Valeur nette
Soldes au 31 Décembre 2006	268 520 976	(174 528 545)	93 992 431
Moins : Provisions		(14 125 829)	(14 125 829)
Additions de l'exercice			
- Investissements	17 553 878		17 553 878
- Consolidations	39 341		39 341
- Relocations	1 102 460		1 102 460
- Immobilisations en cours	1 245 812		1 245 812
Retraits de l'exercice			
- Cessions à la Valeur résiduelle	(15 723 216)	15 722 248	(968)
- Cessions anticipées	(12 353 502)	7 970 727	(4 382 775)
- Remplacement	(1 730 999)	580 710	(1 150 289)
- Consolidations	(330 529)	305 802	(24 727)
Régularisations	336 970	(263 118)	73 853
Amortissements de l'exercice		(17 673 279)	(17 673 279)
Moins : Provisions		172 081	172 081
SOLDES AU 30 JUIN 2007	258 661 191	(181 839 203)	76 821 988

1.4-IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Au 30 juin 2007, le solde de cette rubrique s'élevant à 824 642 DT se détaille comme suit :

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Titres immobilisés	922 000	1 022 000	922 000
Provisions	(97 358)	(120 442)	(97 358)
TOTAL	824 642	901 558	824 642

Au 30 juin 2007, les titres de participation se détaillent comme suit :

En DT						
DESIGNATION	% DE DETENTION	NBRE DE TITRE	V. ACQUI	VB	PROVISION	VCN
SOCIETES NOUVELLE OUED RIHANE	15,88%	2 750	100	275 000	63 479	211 521
GENERAL IMMOBILIERE DU SUD	25%	4 470	100	447 000	0	447 000
SUD SICAR	0,6%	2 000	100	200 000	33 880	166 120
TOTAL				922 000	97 358	824 642

1.5-AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Au 30 juin 2007, le solde de cette rubrique s'élevant à 197 302 DT se détaille comme suit :

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Charges à répartir	1 285 369	1 285 369	1 285 369
Résorptions cumulées	(1 088 067)	(936 735)	(1 018 240)
VALEUR COMPTABLE NETTE	197 302	348 634	267 129

NOTE 2 : ACTIFS COURANTS

2.1-Clients et comptes rattaches

Au 30 juin 2007, le solde net de ce poste s'élevant à 4 607 530 DT contre 11 087 249 DT au 30.06.2006 et contre 6 732 888 DT à la clôture de l'exercice précédent, se détaille comme suit :

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
MONTANT BRUT	31 646 126	32 352 624	34 083 447
Provisions	(21 211 009)	(15 393 653)	(21 063 860)
Produits réservés	(3 730 038)	(4 065 503)	(4 189 150)
Produits réservés int. retard	(2 097 549)	(1 806 221)	(2 097 549)
MONTANT NET	4 607 530	11 087 249	6 732 888

2.2- Acheteurs factorés

Au 30 juin 2007, le solde net de ce poste s'élevant à 3 328 883 DT contre 2 931 925 DT au 30.06.2006 et contre 3 364 873 DT à la clôture de l'exercice précédent, se détaille comme suit:

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Comptes des acheteurs locaux	4 156 328	3 516 216	4 183 639
Provisions	(757 739)	(507 123)	(749 060)
Produits réservés	(69 706)	(77 168)	(69 706)
MONTANT NET	3 328 883	2 931 925	3 364 873

2.3- Autres actifs courants

Au 30 juin 2007, le solde net de ce poste s'élevant à 2 138 424 DT contre 2 220 596 DT au 30 juin 2006 et contre 1 829 690 DT à la clôture de l'exercice précédent, se détaille comme suit :

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Avances et acomptes au personnel	10 829	55 002	23 107
Autres créances sur le personnel	2 925	3 587	2 710
Etat, crédit de TVA Gelée	1 256 707	1 256 707	1 256 707
Etat, crédit de TVA	43 167	250 822	10
Etat, caution sur affaire fiscale	95 706	95 706	95 706
Autres comptes débiteurs	467 640	504 759	467 640
Charges constatées d'avance	28 235	29 443	1 411
Impôt à liquider	290 435	315 469	273 675
Assurance Groupe	3 435	3 568	147
Client avance sur F.E.C et Télégrammes	195	833	0
Produits à recevoir	189 715	182 083	168 483
GIS	0	1 389	0
Fournisseurs avances et acomptes	0		10 000
Fournisseurs débiteurs	327 736	104 380	100 833
TOTAL BRUT	2 716 723	2 803 748	2 400 430
Provisions	(578 299)	(583 152)	(570 740)
TOTAL NET	2 138 424	2 220 596	1 829 690

2.4- placements et autres actifs financiers

Au 30 juin 2007, le solde net de ce poste présente un solde nul.

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Actions Sud Obligataires SICAV	0	8 860 696	0
MONTANT BRUT	0	8 860 696	0

2.5- LIQUIDITES ET EQUIVALENT DE LIQUIDITES

Au 30 juin 2007, les liquidités et équivalents de liquidités ont atteint un montant de 2 554 164 DT contre 4 789 862 DT au 30 juin 2006 et 5 130 530 DT à la clôture de l'exercice précédent. Ils se détaillent comme suit :

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Effets	589 567	61 628	623 788
Moins Provisions sur effets à l'encaissement	(44 249)	(44 249)	(44 249)
Banques	2 008 756	4 741 152	4 550 977
Caisse	90	15	13
Sud invest trésorerie disponible	0	31 316	0
TOTAL	2 554 164	4 789 862	5 130 530

NOTE 3 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres avant affectation totalisent -3 592 691 DT au 30 juin 2007 contre -4 380 723 DT au 31/12/2006. Ils se détaillent comme suit:

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Capital social	12 500 000	12 500 000	12 500 000
Réserve légale	574 635	574 635	574 635
Autres réserves	1 425 000	1 425 000	1 425 000
Prime d'émission	3 250 000	3 250 000	3 250 000
Résultats reportés	(9 878 385)	(9 861 508)	(9 878 385)
Effets des modifications comptables	(662 188)	(662 188)	(662 188)
Actions rachetées		(70 461)	
Résultat non affecté	(11 589 786)		
TOTAL AVANT RESULTAT	(4 380 723)	7 155 479	7 209 063
Résultat de l'exercice (1)	788 032	(1 945 299)	(11 589 786)
TOTAL AVANT AFFECTATION DU RESULTAT	(3 592 691)	(5 210 180)	(4 380 723)

Le tableau de la variation des capitaux propres se présente comme suit :

	En DT								
	Capital social	Réserve légale	Résultats reportés	Autres Réserves	Prime Émission	Effets des modificat° comptables	Résultat non encore Affecté	Résultat de l'exercice	TOTAL
Solde au 31 DECEMBRE 2006	12 500 000	574 635	(9 878 385)	1 425 000	3 250 000	(662 188)	0	(11 589 786)	(4 380 723)
Résultat non encore affecté							(11 589 786)	11 589 786	0
Résultats après impôts de la période								788 032	788 032
Solde au 30 JUIN 2007	12 500 000	574 635	(9 878 385)	1 425 000	3 250 000	(662 188)	(11 589 786)	788 032	(3 592 691)

Le capital de la GENERAL LEASING souscrit et libéré s'élève à 12 500 000 DT au 30 juin 2007. Il se compose de 1 250 000 actions d'une valeur nominale de 10 dinars chacune.

NOTE 4 : PASSIFS NON COURANTS

4.1-EMPRUNTS

Au 30 juin 2007, les emprunts à plus d'un an s'élèvent à 55 354 397 DT contre 62 926 008 DT.

Le tableau suivant présente le détail et les mouvements des emprunts réalisés en 2006 :

En DT							
DESIGNATION	MONTANT DU CREDIT	SOLDE	UTILISATIONS 6 MOIS	REMBOURSEMENTS 6 MOIS	FIN DE PERIODE		
		EN DEBUT			SOLDE	ÉCHEANCES A	ÉCHEANCES A MOINS D'UN AN
		DE PERIODE			30.06.07	PLUS D'UN AN 30.06.07	30.06.07
CREDITS DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET AUTRES							
ATTIJARI-BANK	36 000 000	5 737 142	1 000 000	1 308 462	5 428 680	3 534 181	1 894 499
BEST BANK	15 000 000	7 000 000	13 000 000	13 000 000	7 000 000	0	7 000 000
AMEN-BANK	6 000 000	1 690 416		216 633	1 473 782	1 017 138	456 645
BH	10 000 000	4 153 207	0	1 056 257	3 096 950	873 319	2 223 632
ETAT	17 898 749	10 000 000	0	0	10 000 000	10 000 000	0
BEI	17 175 500	17 175 500	0	472 135	16 703 365	14 929 759	1 773 606
EMPRUNTS OBLIGATAIRES							
Total E.O	91 300 000	43 000 000	0	6 000 000	37 000 000	25 000 000	12 000 000
TOTAL GENERAL	193 374 249	88 756 265	14 000 000	22 053 488	80 702 776	55 354 397	25 348 381

4.2-provisionS

Au 30 juin 2007, les provisions s'élèvent à 17 182 DT en gardant la même valeur que celle au 31.12.2006 et correspondent à des provisions pour risques et charges.

4.3-AUTRES DETTES

Au 30 juin 2007, ce poste présente un solde de 2 421 527 DT contre 2 861 805 DT au 31.12.2006 et 3 302 083 DT au 30 juin 2006. Ce solde correspond au restant dû de la dette fiscale supportée par la GENERAL LEASING suite au redressement fiscal effectué en 2004 pour un montant total de 4 402 777 DT.

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Dettes pour risque fiscal	2 421 527	3 302 083	2 861 805
TOTAL DES PROVISIONS	2 421 527	3 302 083	2 861 805

NOTE 5 : PASSIFS COURANTS

5.1-Fournisseurs et comptes rattaches

Au 30 juin 2007 ce poste présente un solde de 4 354 065 DT contre 4 348 459 DT à la clôture de l'exercice précédent et 3 769 507 DT au 30 juin 2006. Ce solde se détaille comme suit:

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
- Factures d'achats d'immobilisations	2 167 888	1 636 833	1 430 691
- Fournisseurs, effets à payer	2 186 177	2 132 676	2 917 768
SOLDE DES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	4 354 065	3 769 509	4 348 459

5.2-Comptes courants des adhérents et comptes rattachés

Au 30 juin 2007, ce poste présente un solde de 828 957 DT contre 922 913 DT à la clôture de l'exercice précédent et 822 130 DT au 30 juin 2006. Ce solde correspond aux fonds de garantie encaissés par la GENERAL LEASING auprès des adhérents.

5.3- Autres passifs courants

Au 30 juin 2007, ce poste présente un solde de 5 876 592 DT contre 5 723 981 DT à la clôture de l'exercice précédent et 6 175 412 DT au 30 juin 2006. Ce poste se détaille comme suit:

DESIGNATION	En DT		
	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Personnel, intéressements dus	26 326	26 326	26 326
Etat, retenues sur salaires	23 057	17 547	28 664
Etat, retenues sur honoraires, commissions et loyers	33 838	11 342	10 531
Etat, impôts sur les bénéfices à liquider	25 743	29 437	0
Etat, TVA à payer	0	0	143 212
Etat, TVA à payer / suite au redressement fiscal	880 555	880 555	880 555
Etat, autres impôts et taxes à payer	2 623	3 124	4 903
Etat, crédit de TCL	36 212	(10)	
C.N.S.S	53 082	50 191	60 933
CAVIS	6 399	5 785	7 742
Autres charges	102 293	110 375	90 766
Frais de syndic	6 081	0	1 599
Diverses charges à payer	209 655	175 995	151 161
Prov. / jetons de présence	42 000	42 000	42 000
Compte d'attente	31 724	27 457	27 480
Produits constatés d'avance	2 243 122	2 689 680	2 574 163
Clients F.E.C	514	7 743	10 280
Clients créditeurs	2 153 368	2 097 865	1 663 668
TOTAL	5 876 592	6 175 412	5 723 981

5.4-concours bancaires et autres passifs financiers

Au 30 juin 2007, ce poste présente un solde de 28 411 043 DT contre 28 904 466 DT à la clôture de l'exercice précédent et 28 074 164 DT au 30 juin 2006. Ces soldes se détaillent comme suit:

DESIGNATION	En DT		
	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
- Echéances à moins d'un an sur emprunts locaux (*)	25 348 381	24 927 897	25 830 258
SOUS TOTAL	25 348 381	24 927 897	25 830 258
- Intérêts courus sur emprunts	2 491 896	3 146 267	3 074 208
- Banques, découverts	570 766	0	0
TOTAL	28 411 043	28 074 164	28 904 466

(*) Voir tableau des mouvements des emprunts : Note 4.1.

NOTE 6 : ETAT DE RESULTAT

L'état de résultat au 30/06/2007 s'est soldé par un gain de 788 032 DT. Il comprend les produits et les charges suivants :

6.1-Revenus nets de l'activité de leasing

Au 30 juin 2007, ce poste présentant un solde net de 1 467 594 DT contre 1 419 795 DT à la clôture de l'exercice précédent et 761 307 DT au 30 juin 2006, se détaille comme suit:

DESIGNATION	En DT		
	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
- Loyers de leasing	21 520 229	25 334 307	50 526 124
- Loyers de l'immobilier en leasing			
Sous total	21 520 229	25 334 307	50 526 124
- Transferts en produits de la période			
. Intérêts inclus dans les loyers antérieurs	6 286 699	5 924 203	5 924 203
. Pré loyers et intérêts intercalaires antérieurs			
- Produits réputés réservés en fin de période			
. Intérêts inclus dans les loyers	(5 827 587)	(5 871 724)	(6 286 699)
. Pré loyers et intérêts intercalaires			
- Agios réservés suite à la radiation des créances			
- Variation des produits réservés	459 112	52 479	(362 496)
Revenus bruts de leasing	21 979 341	25 386 786	50 163 628
A déduire :			
- Dotations aux amortissements des immobilisations en location	17 673 279	21 020 628	41 872 546
A ajouter :			
Autres produits d'exploitation	308 703	0	70 349
- Intérêts de retard	289 075	0	39 118
- Pré loyers	9 458	0	7 883
- Frais de Dossiers	10 170	0	23 348
A déduire :			
- Charges financières	3 147 171	3 604 851	6 941 634
REVENUS NETS DE LEASING	1 467 594	761 307	1 419 795

6.2-REVENUS DE FACTORING

Les revenus de factoring ont atteint 233 103 DT au 30 juin 2007 contre 235 338 DT au 30 juin 2006. Ils se détaillent comme suit:

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
- Commissions de factoring	87 672	70 813	166 152
- Intérêts de factoring	145 431	164 525	359 569
TOTAL	233 103	235 338	525 721

6.3- reprises sur provisions

Au 30 juin 2007, les reprises sur provision totalisant 1 346 429 DT contre 905 958 DT au 30 juin 2006, se composent ainsi :

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
- Reprise sur provisions	1 346 429	894 105	891 109
- Reprise sur provisions redressement fiscal		11 853	11 853
TOTAL	1 346 429	905 958	902 962

6.4-CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel ont atteint 606 790 DT au 30 juin 2007 contre 590 672 DT au 30 juin 2006. Elles s'analysent comme suit:

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
- Salaires et compléments de salaires	431 925	440 516	889 570
- Charges connexes aux salaires	16 719	0	0
- Cotisations de sécurité sociale sur salaires	85 888	79 455	157 482
- Autres charges sociales	72 259	70 701	136 554
TOTAL	606 790	590 672	1 183 606

6.5-DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

Les dotations aux amortissements et les résorptions ont atteint 181 697 DT au 30 juin 2007 contre 208 377 DT au 30 juin 2006. Elles se détaillent comme suit:

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
- Dotations aux Amort. des Immobilisations incorporelles	5 387	1 234	3 001
- Dotations aux Amort. des Immob. Corporelles	106 483	120 572	236 892
- Dotations aux résorptions des Charges à répartir	69 827	86 570	168 076
- Dotations aux résorptions des Charges à répartir			
TOTAL	181 697	208 376	407 969

6.6-DOTATIONS AUX PROVISIONS

Au 30 juin 2007, les dotations aux provisions totalisant 1 329 057 DT contre 3 010 430 DT au 30 juin 2006, se ventilent ainsi :

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
- Dotations aux provisions pour risques sur la clientèle	1 329 057	2 886 418	12 364 756
- Dotations aux provisions pour autres risques	0	124 012	167 575
- Dotations aux provisions / acheteurs	8 679	65 003	306 940
TOTAL	1 337 736	3 075 433	12 839 271

6.7-Autres charges d'exploitation

Au 30 juin 2007, les autres charges d'exploitation totalisent 326 149 DT contre 359 142 DT au 30 juin 2006.

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
- Achat de matières et fournitures	17 932	22 861	52 585
Total des achats	17 932	22 861	52 585
- Charges locatives et de copropriété	10 682	6 517	15 883
- Locations	15 275	15 000	30 000
- Entretien et réparations	17 311	21 037	33 214
- Primes d'assurances	30 443	31 987	65 799
- Modificat° Cptable / Primes d'assurances	6 226	0	0
- Etudes, recherches et divers services extérieurs	249	570	609
Total des services extérieurs	80 185	75 111	145 505
- Formations	729	1 556	4 392
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	64 544	90 650	129 353
- Modificat° Cptable / Honoraires	(5 000)		
- Publicités, publications, relations publiques	13 468	26 665	46 513
- Transports	12 047	13 497	31 618
- Déplacements, missions et réceptions	738	1 187	2 084
- Frais postaux et de télécommunications	26 690	24 094	54 882
- Services bancaires et assimilés	10 371	16 837	32 659
- Documentations	1 079	1 909	3 282
Total des autres services extérieurs	124 666	176 395	304 783

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
- Jetons de présence	21 000	21 000	42 000
Total des charges diverses	21 000	21 000	42 000
- Impôts et taxes sur rémunérations	13 165	13 436	26 986
- T.C.L	50 911	16 885	16 886
- Droits d'enregistrement et de timbres	16 817	21 517	40 891
- Autres impôts et taxes	1 471	11 936	3 717
Total des impôts et taxes	82 365	63 774	88 479
TOTAL GENERAL	326 149	359 142	633 353

6.8-PRODUITS DES PLACEMENTS ET DES PARTICIPATIONS

Au 30 juin 2007, cette rubrique totalisant 49 069 DT se détaillent comme suit:

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
- Revenus des autres créances	49 069	139 243	208 764
- Revenus des valeurs mobilières et de placement		158 062	407 110
- Pertes sur placements courants			(180 713)
TOTAL	49 069	297 305	435 161

6.9-AUTRES GAINS ORDINAIRES

Au 30 juin 2007, les autres gains ordinaires s'élevant à 181 709 DT, se détaillent comme suit :

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
- Produits nets sur cessions d'immobilisations	181 709	117 853	334 810
TOTAL	181 709	117 853	334 810

6.10-AUTRES PERTES ORDINAIRES

Au 30 juin 2007, les autres pertes ordinaires s'élevant à 11 756 DT, correspondent aux charges sur cession d'immobilisations.

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
- Charges / cession d'immobilisation	11 756	1	85 843
TOTAL	11 756	1	85 843

6.11- Impôts sur les bénéfices

Au 30 juin 2007, l'impôt sur les bénéfices a été calculé sur la base du résultat semestriel et s'élève à 25 743 DT.

NOTE 7 : ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

La trésorerie nette dégagée par la GENERAL LEASING s'élève à -3 147 132 DT au 30 juin 2007 contre -312 889 DT au 30 juin 2006. Elle se détaille comme suit :

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	4 858 302	6 100 390	6 618 242
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	48 054	(268 546)	8 500 000
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(8 053 488)	(6 144 733)	(15 090 463)
TOTAL	(3 147 132)	(312 889)	27 779

7.1- Flux de trésorerie provenant des activités d'EXPLOITATION

Ces flux d'exploitation s'analysent comme suit :

En DT				
DESIGNATION	NOTE	30/06/2007	SOLDE RETRAITE 30/06/2006	SOLDE AVANT RETRAITEMENT 30/06/2006
Encaissements reçus des clients	7.1.1	27 861 178	30 616 020	30 616 020
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	7.1.2	(833 182)	(877 189)	(877 189)
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations destinées à la location.	(1)	(19 245 731)	(13 863 817)	
Intérêts payés		(3 659 656)	(4 139 584)	(4 139 584)
Impôts et taxes payés		205 790	251 627)	251 627)
Autres flux de trésorerie		529 903	484 153	484 153
TOTAL		4 858 302	6 100 390	19 964 207

(1) Afin d'améliorer la présentation de la situation financière de la GENERAL LEASING et se conformer aux principes comptables généralement admis en Tunisie, un changement de méthodes de présentation a été opéré au niveau de l'état de flux de trésorerie. En effet, les décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations données en location tels que ont été présentés au niveau des états financiers arrêtés au 30.06.2006 parmi les flux provenant des activités d'investissement ont été reclassés au 30.06.2007 parmi les flux provenant des activités d'exploitation. Dans un objectif de comparabilité, les données de l'exercice 2006 ont été retraitées.

7.1.1 ENCAISSEMENTS RECUS DES CLIENTS

Cette rubrique totalise 27 861 178 DT au 30 juin 2007 contre 30 616 020 DT au 30 juin 2006. Le solde de ce compte correspond aux montants des créances clients effectivement encaissés par la société durant le premier semestre 2007.

7.1.2 SOMMES VERSEES AUX FOURNISSEURS et au personnel

Cette rubrique totalisant 833 182 DT au 30 juin 2007 contre 877 189 DT au 30 juin 2006, se détaille comme suit :

En DT	
DESIGNATION	30/06/2007
- Avances et acomptes au personnel en début de période	(23 107)
- Avances et acomptes au personnel en fin de période	10 829
- Autres créances sur le personnel en début de période	(2 710)
- Autres créances sur le personnel en fin de période	2 925
- Charges constatées d'avance en début de période	(1 411)
- Charges constatées d'avance en fin de période	28 235
- Personnel, rémunérations dues en début de période	26 326
- Personnel, rémunérations dues en fin de période	(26 326)
- Personnel, provisions pour CP en début de période	90 766
- Personnel, provisions pour CP en fin de période	(102 293)
- Etat, retenues sur salaires en début de période	28 664
- Etat, retenues sur salaires en fin de période	(23 057)

En DT	
DESIGNATION	30/06/2007
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en début de période	10 531
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en fin de période	(33 838)
- C.N.S.S en début de période	60 933
- C.N.S.S en fin de période	(53 082)
- CAVIS en début de période	7 742
- CAVIS en fin de période	(6 399)
- Diverses Charges à payer en début de période	151 161
- Diverses Charges à payer en fin de période	(209 655)
- TVA, payées sur biens et services	46 374
- Charges de personnel	606 790
- Autres charges d'exploitation	326 149
- Impôts et taxes	(82 365)
SOMMES VERSES AUX FOURNISSEURS ET AU PERSONNEL	833 182

7.2-Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

Ces flux d'investissement s'analysent comme suit :

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Encaissement provenant de la cession des immobilisations corporelles et incorporelles	48 054	92 150	0
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	0	(360 696)	0
Encaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières			8 500 000
TOTAL	48 054	(268 546)	8 500 000

Afin d'améliorer la présentation de la situation financière de la GENERAL LEASING et se conformer aux principes comptables généralement admis en Tunisie, un changement de méthodes de présentation a été opéré au niveau de l'état de flux de trésorerie. En effet, les décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations données en location tels que ont été présentés au niveau des états financiers arrêtés au 30.06.2006 parmi les flux provenant des activités d'investissement ont été reclassés au 30.06.2007 parmi les flux provenant des activités d'exploitation. Dans un objectif de comparabilité, les données de l'exercice 2006 ont été retraitées.

7.3-Flux de trésorerie provenant des activités de FinANCement

Ces flux de financement s'analysent comme suit :

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Encaissements suite à l'émission d'actions	0	2 500 000	2 500 000
Encaissements provenant des emprunts	14 000 000	10 000 000	22 000 000
Remboursement d'emprunts	(22 053 488)	(18 644 733)	(39 590 463)
TOTAL	(8 053 488)	(6 144 733)	(15 090 463)

NOTE 8 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan se détaillent par nature comme suit :

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
<u>Engagements donnés</u>			
- Contrats signés non mis en force	3 127 932	1 994 157	4 284 662
- Aval / Billet de trésorerie	0	10 000 000	0
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	3 127 932	11 994 157	4 284 662
<u>Engagements reçus</u>			
- Garanties sur la clientèle	3 669 518	7 750 650	3 669 518
- Effets escomptés non échus	197 610	19 380	51 644
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS	3 867 128	7 770 030	3 721 162
TOTAL	6 995 060	19 764 187	8 005 824

**AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR
LES ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS ARRETES
AU 30 JUIN 2007**

MESDAMES, MESSIEURS LES ACTIONNAIRES,

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes et en application des dispositions de l'article 21 bis de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier tel qu'ajouté par l'article 18 de la loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières, nous avons procédé à un examen limité des états financiers semestriels de la Société «GENERAL LEASING » couvrant la période du 1er Janvier au 30 Juin 2007, et qui font apparaître un total net de bilan de 93 671 073 DT et un bénéfice net d'impôt de 788 032 DT.

Ces états relèvent de la responsabilité des organes de direction et d'administration de la société. Notre responsabilité consiste à émettre un avis sur ces états financiers sur la base de notre examen limité et selon les normes de la profession applicables en Tunisie. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états financiers intermédiaires ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des procédures analytiques appliquées aux données financières. Il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit et nous n'exprimons pas, en conséquence, d'opinion d'audit.

Les informations données dans les états financiers semestriels annexés au présent avis appellent de notre part les observations suivantes :

1. Les fonds propres nets demeurent négatifs de (3 592 691 DT). Par conséquent, l'application des règles et des conventions comptables généralement admises dans le cadre normal de continuité d'exploitation ne semble plus appropriée à la situation financière de la société « GENERAL LEASING ». Les dispositions de l'article 388 du Code des Sociétés Commerciales de Tunisie doivent être appliquées. Une assemblée générale extraordinaire tenue le 27 septembre 2007 a décidé la continuité d'exploitation de la société.
2. Nos travaux ont été limités par l'absence de procédures de vérification matérielle des immobilisations données en location. Ce défaut constitue un cas d'inobservation, par la société « GENERAL LEASING », des dispositions de l'article 17 de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au système comptable des entreprises.

Sous réserve de l'effet de ce qui est indiqué au niveau des paragraphes 1 et 2 sus-mentionnés et sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas eu connaissance ou relevé d'autres éléments pouvant affecter de façon significative la représentation fidèle des états financiers semestriels annexés au présent avis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Tunis, le 26 novembre 2007

Les commissaires aux comptes

**Union des Consultants Auditeurs
Fethi NEJI**

Salah DHIBI